Communisme et Haine de soi

16/02/2009 à 11h36

Parmi les courants d'idées qui contribuent à miner les fondements de la civilisation européenne, le communisme occupe une place notable.

Doctrine internationaliste, le communisme est notamment fondé sur l'idée selon laquelle la ligne de fracture véritable n'oppose pas les nations entre elles, mais bien les classes sociales : la lutte des exploités et des exploiteurs transcende les frontières nationales et doit conduire à l'internationalisme prolétarien. Le communisme dès lors ne se préoccupe pas des intérêts nationaux : la nation apparaît au contraire comme un obstacle à la réalisation de son projet messianique.

La conception communiste débouchait, au temps de la guerre froide, sur une hostilité de principe envers l'occident, dirigé par les exploiteurs, et sur un appui indéfectible apporté au camp anti occidental (l'URSS, le tiers-monde), censé lui représenter les prolétaires. Le bloc soviétique à disparu mais l'hostilité atavique à l'occident n'en subsiste pas moins et reste tout aussi virulente.

Elle a cependant changé de forme. La disparition de l'URSS a en effet conduit le communisme à se présenter sous une apparence rénovée et à adopter une nouvelle stratégie : « l'altermondialisme » constitue aujourd'hui le prolongement des positions traditionnelles du communisme et de l'extrême-gauche (le mouvement altermondialiste est d'ailleurs dirigé par des militants qui, pour la plupart, sont ou ont été communistes, trotskystes ou maoïstes).

Les communistes et altermondialistes européens (qui sont surtout présents en France) se donnent pour objectif de construire « une autre mondialisation », en s'appuyant sur les mouvements sociaux qui se produisent dans les différents pays. Dans cette même perspective, les altermondialistes souhaitent

apporter leur appui aux gouvernements qui représentent « le camp des pauvres » : les dirigeants sud-américains sont ainsi érigés en modèles altermondialistes. Or les leaders sud-américains, à commencer par Lula, l'icône du mouvement Attac, ne sont aucunement altermondialistes : ils sont nationalistes, et se comportent comme tels. Cela ne les empêche aucunement de recevoir le soutien des altermondialistes européens.

Tandis que les altermondialistes militent contre les OGM produits par les firmes américaines, Lula, lui, est favorable au développement dans son pays des cultures transgéniques. Les altermondialistes militent contre les exportations alimentaires américaines et européennes, qui, selon eux (ils ont raison d'ailleurs sur ce point), pénalisent le développement de cultures vivrières dans les pays pauvres : Lula, lui, est favorable au libre commerce mondial, qui lui permet d'exporter massivement la viande brésilienne nourrie aux tourteaux de soja OGM. Les altermondialistes sont pacifistes et vilipendent le commerce des armes : Lula, quant à lui, achète des armes, en produit, les exporte. Le soutien que les altermondialistes apportent aux Lula et autres Morales ou Uribe pourrait apparaître dès lors comme quelque peu contradictoire et incohérent. Il n'en est rien pourtant.

Si les altermondialistes, en effet, soutiennent les dirigeants latino-américains, ce n'est pas parce que ceux-ci sont altermondialistes – ils ne le sont pas – : c'est parce qu'ils sont hostiles aux Etats-Unis. On voit par là que l'altermondialisme n'est rien d'autre qu'un nouvel avatar de l'anti-occidentalisme traditionnel des communistes.

C'est dans le même esprit que les communistes et l'extrême-gauche, rebaptisés altermondialistes, sont également hostiles à la construction européenne. Le motif officiel de leur opposition à l'Europe est l'antilibéralisme : l'Europe se construit depuis cinquante ans sur le mode libéral, affirment-ils (à juste titre sur ce point) ; renforcer la construction européenne sur les bases actuelles conforterait donc par là-même le système du libre marché. C'est pourquoi les communistes se déclarent favorables à une « autre Europe ».

Leurs proclamations antilibérales sont pourtant des prétextes : en effet les communistes et l'extrême-gauche sont en réalité hostiles au principe même de l'Europe comme puissance politique. Ils sont opposés par exemple à la construction d'une Europe fédérale dotée d'une défense et d'une politique étrangère communes : une telle Europe, en effet, deviendrait en quelque sorte une nouvelle nation, une super-nation, riche et puissante, ce que les communistes veulent précisément éviter. C'est ainsi que les responsables du mouvement communiste et altermondialiste combattent en sous-main (avec beaucoup d'autres) toutes les initiatives susceptibles de favoriser l'érection d'une « Europe puissance », qu'ils perçoivent comme une tentative de structurer et de renforcer l'aile européenne de l'alliance occidentale.

Leur internationalisme et leur anti-occidentalisme conduisent également les communistes et les altermondialistes à apporter un appui déterminé aux immigrés et au processus d'immigration lui-même. Lorsque les effets de l'immigration massive ont commencé à se faire sentir, dans le courant des années soixante-dix, le PCF a d'abord hésité : c'est ainsi que Georges Marchais, faisant écho aux préoccupations de son électorat d'alors, avait dénoncé le fait que l'immigration de travail permettait au patronat d'exercer une pression sur les salaires. On se souvient également d'un maire du Val-de-Marne faisant raser au bulldozer un centre d'hébergement d'immigrés en construction, estimant que le nombre d'étrangers résidant dans sa commune était déjà trop important.

Ces positions initiales de crispation et de défiance ont depuis longtemps laissé place à des choix exactement inverses : les communistes et l'extrême-gauche (politique et syndicale) sont devenus des militants actifs de la promotion de la « diversité » et du soutien aux immigrés.

L'effondrement électoral du PC l'a encouragé à adopter cette posture : son électorat populaire traditionnel l'ayant quitté (souvent pour le Front national, comme le montre l'analyse des résultats par bureaux de vote), les dirigeants communistes ont estimé que les immigrés pouvaient le cas échéant constituer

une base électorale de substitution (et fournir également de nouvelles troupes syndicales à la CGT). Ce calcul électoral, pour l'heure sans grand effet positif pour eux, n'est cependant que l'un des facteurs ayant poussé les communistes à adopter des analyses immigrationnistes : celles-ci en effet sont avant tout une conséquence logique de leurs positions de principe internationalistes et anti occidentales.

L'extrême-gauche, cela va sans dire, n'est pas en reste dans le soutien à l'immigration : c'est ainsi que le parti trotskyste, sous son nouveau nom de NPA, vient de rendre public son programme, où figurent en bonne place la régularisation de tous les « sans-papiers » et un éloge sans retenue de la société diversifiée et multiculturelle.

Il est chaque jour plus évident que l'immigration – qui se poursuit sur un rythme effréné – constitue un risque vital pour la société française et, au-delà, pour la civilisation européenne elle-même : c'est là pain-béni pour les communistes, trotskystes et autres altermondialistes, la haine secrète qu'ils vouent à l'occident constituant le plus souvent leur motivation première.